

L'Adresse—M. Horner (Battleford-Kindersley)

tend vers l'Est sur une distance de quelque 100 milles à l'intérieur de la Saskatchewan. Elle est donc très vaste et j'imagine qu'elle s'agrandira encore à la suite de la redistribution.

C'est un endroit où la vie est merveilleuse et il y a là beaucoup de travailleurs acharnés. Kindersley ne connaît pas un haut taux de chômage—s'il n'y a pas d'emplois, il semble que les gens en cherchent et en trouvent. Comme je l'ai dit, la population est travailleuse, dynamique, et amie du progrès. Les principales villes sont North-Battleford et Lloydminster et je partage cette dernière avec le député de Vegreville (M. Mazankowski).

Des voix: Expliquez-vous.

M. Horner (Battleford-Kindersley): La circonscription abrite de très beaux ranchs sur lesquels on retrouve quelques-uns des plus beaux troupeaux de bovins d'élevage du monde. Au Nord, elle s'étend jusqu'à la région des parcs et au Sud jusqu'à quelques-unes des meilleures terres à blé de l'Ouest du Canada. Permettez-moi d'ajouter qu'elle se trouve sur la route migratoire de la bernache canadienne et de beaucoup d'autres espèces d'oies et de canards. La migration incite des centaines de personnes d'un peu partout aux États-Unis et au Canada à venir visiter la région en automne. Dans la circonscription de Battleford-Kindersley, on trouve beaucoup d'agglomérations actives et vivantes desservies par douze hebdomadaires qui aident énormément à unir ces agglomérations entre elles.

Dans mon discours, j'ai ce soir l'intention de parler surtout d'agriculture puisque je viens d'une circonscription agricole. J'ai eu une expérience très intéressante au début de novembre. J'assistais à une réunion à Kindersley à laquelle participaient environ 150 maires, présidents de conseil municipal et autres autorités responsables. Ils provenaient d'endroits situés dans un rayon de 60 milles de là, et pendant deux jours les problèmes de la Saskatchewan rurale ont été étudiés et discutés. Nous avons établi une liste des problèmes par ordre de priorité. Le premier, nous en convînmes, était celui du dépeuplement des régions rurales. Ce fait est bien évidemment lié intimement aux politiques agricoles. Nous estimions que la principale cause de ce dépeuplement était l'impossibilité des jeunes à se lancer dans l'agriculture.

Pendant mon mandat à cette Chambre, j'espère pouvoir me consacrer avec énergie aux politiques qui permettront non seulement de conserver la population de la Saskatchewan rurale, mais encore de l'augmenter. C'est un point essentiel pour la vie sociale de cette région et pour les collectivités intéressées. Je n'ai pas l'intention d'entrer dans le détail maintenant, mais je pense à des amendements à apporter à la loi sur le crédit agricole, amendements qui auraient dû être adoptés depuis longtemps et qui permettraient aux jeunes hommes et aux jeunes femmes de démarrer. Je précise, monsieur l'Orateur, qu'en ville on peut acheter une maison de \$30,000 en versant un acompte de \$500. Il faudrait beaucoup plus d'argent liquide pour que la Société du crédit agricole examine sérieusement une demande pour l'achat d'une demi-section de terre.

Je voudrais cependant, avant de m'engager sur le sujet de l'agriculture, exposer à la Chambre un problème social très important. Lundi dernier, pendant une heure et demie, nous avons entendu des jérémiades au sujet de la perte de l'Ouest. Je puis dire au premier ministre (M. Trudeau) et à un certain nombre de ses députés qui sont absents ce soir, qu'on m'a souvent demandé de clarifier

ma position quant au problème que je vais exposer. En fait, cette question fut la plus importante de toute la campagne électorale. Chaque jour, dans les hôpitaux de notre pays, des êtres humains sont massacrés à cause de la loi qui fut adoptée en 1969, cette loi néfaste et mal rédigée qui permet aux hôpitaux d'effectuer l'avortement thérapeutique. Au cours de son premier mois d'application, soit septembre 1969, cette loi permit 105 avortements. En décembre 1971, il y en eut 3,090. Combien y en aura-t-il ce mois? Dieu seul le sait. Il y eut, en 1971, 30,944 avortements thérapeutiques.

Dans peu de temps, cette Chambre devra débattre de la question de la peine de mort, qui touche, en fait, relativement peu de gens. Mais que fait-on de tous ces innocents qui sont assassinés chaque jour—«assassinés» est le terme employé par beaucoup de gens très bien qui sont venus me voir à ce sujet. Je me suis engagé à m'employer à faire modifier la loi actuelle si possible. Je sais qu'il y a dans tous les partis des députés que cette question préoccupe énormément et j'espère que nous pourrons étudier ce projet de loi sans trop tarder.

• (2020)

J'aimerais maintenant parler de certains problèmes de l'agriculture qui, je pense, doivent être abordés sans délai. Au cours des quelques dernières années, nous n'avons pas donné l'impression d'être des fournisseurs de céréales très sérieux. Il est vrai que nous pouvons en vendre maintenant, car il en manque dans le monde entier et que nos clients nous les achèteront malgré les inconvénients que cela représente pour eux et les tracasseries qu'on leur fait subir. Ce printemps, les États-Unis augmenteront leurs emblavures et il est probable que nous augmentions les nôtres. Nous pourrions très rapidement en revenir à une situation semblable à celle de 1969-1970. Nous n'y étions pas prêts alors. Préparons-nous y cette fois-ci.

Le ministre «au milliard» n'est pas en Chambre à ce moment-ci, mais je lui ai dit ce matin que j'aborderais des sujets ayant trait à la Commission canadienne du blé et que je critiquerai son attitude. Je vais indiquer quatre choses qu'il faut faire immédiatement, dont certaines ne seront réalisées qu'en quatre ou cinq ans. Nous ne pouvons plus proposer pour les problèmes de l'agriculture des solutions de bric et de broc, le ministre volant au secours des agriculteurs.

Nous ne disposons d'aucune installation portuaire susceptible de recevoir de gros navires. Dans cinq ou dix ans, le blé sera peut-être transporté de cette manière, ce qui représentera des économies de 10 à 20 c. le boisseau, et la différence de prix sera sans doute ce qui permettra de vendre. Je puis entrevoir le jour où nous chargerons notre blé dans des ports américains, tels que Seattle parce que nos ports ne pourront recevoir de grands navires et que les clients exigeront de tels chargements. Nous devons nous occuper de ce problème immédiatement parce qu'il ne peut se résoudre en un mois.

Nous n'avons pas d'entrepôts suffisants pour remplir les navires qui entrent maintenant dans les ports de la côte de l'Ouest, et encore moins les grands navires dont il est question. Nous n'avons pas assez d'espace d'entreposage pour assurer qu'un approvisionnement suffisant de blé soit disponible dans les diverses catégories et qualités exigées pour l'exportation. Nous ne pouvons pas garantir une livraison régulière parce que nous ne pouvons pas promettre aux clients qu'il n'y aura pas de retards causés par des grèves. Évidemment, le gouvernement précédent avait établi sa politique à l'égard des grèves touchant les